



L'occasion d'engager le bras de fer ?

Mercredi 16 septembre, à 9 h 30, la direction du groupe Bridgestone annonçait la fermeture de l'usine de Béthune, laissant 863 ouvriers sur le carreau, sans compter les emplois indirects. Les travailleurs l'apprenaient une demi-heure avant, coup de massue ! Depuis, la fermeture de Bridgestone fait la Une et résonne comme l'exemple emblématique de cette situation sociale où le patronat multiplie les plans de licenciements et les fermetures de sites.

Un scénario connu

Le prétexte à la fermeture est le manque de compétitivité. Les pneus produits à Béthune ne seraient plus adaptés au marché et les investissements nécessaires trop coûteux. Voilà pour la com' patronale, car il faut bien trouver des prétextes moins choquants que la simple soif de profit des actionnaires. Ce n'est pas la première fois que les patrons de Bridgestone passent à l'attaque. Il y a quelques mois, les salariés avaient refusé à une majorité des deux tiers un APC (accord de performance collective), qui leur était soumis par référendum. L'annonce de la fermeture de l'usine a donc un sale goût d'offensive politique contre ceux qui ont refusé de voir leurs conditions de travail dégradées et n'ont pas cédé au chantage à l'emploi. D'autant que le groupe Bridgestone aurait du mal à arracher une larme avec un résultat international de trois milliards de dollars en 2019, le plaçant devant Michelin et Goodyear.

La faute aux Japonais et aux Polonais ?

Le président LR de région Xavier Bertrand, la ministre Élisabeth Borne et même le Premier ministre Jean Castex ont donné de la voix... contre le groupe japonais. Entretemps, les patrons d'Air France, de Renault ou la famille Mulliez peuvent faire la même chose que Bridgestone – empocher des milliards de subventions au nom de la relance économique et licencier à tour de bras – mais loin de l'œil des caméras.

De leur côté, les responsables de la France insoumise et du PCF ont dénoncé les subventions européennes accordées aux usines d'Europe de l'Est,

comme en Pologne, qui deviendraient plus compétitives que les usines françaises, disent-ils. Mais se situer sur le terrain du nationalisme économique et de la « relance industrielle », c'est se situer sur le terrain du patronat. C'est oublier que la compétitivité d'une usine n'a jamais sauvé personne. Les salariés de Renault-Maubeuge l'ont appris avant l'été. Leur usine était compétitive par excellence, mais menacée pourtant comme les autres. Et s'ils ont obtenu un relatif répit, c'est grâce à deux jours de grève et à une manifestation de plusieurs milliers de personnes.

Faire l'agneau n'a jamais calmé l'appétit des loups !

Le même manège se répète à chaque fermeture d'usine. Pourtant les quatre syndicats de Bridgestone à Béthune (CGT-CFDT-Sud-Unsa) ont signé un protocole avec le gouvernement pour... entamer des discussions de cinq mois ! La valse des « contre-expertises », des « solutions industrielles alternatives », des « plans de reclassement qui ne laisseront personne sur le carreau » peut commencer. Toutes celles et ceux qui ont vu leur usine fermer ces dernières années, chez PSA, Continental, Goodyear, GM&S, peuvent témoigner que de telles promesses n'ont pas été tenues.

La fermeture de Bridgestone pourrait bien être l'événement qui vient briser le plafond de verre de la situation. Au-delà des ouvriers de l'usine, des travailleurs en discutent dans la région, chez Cargill, chez les cheminots, dans la grande distribution. Des contacts se nouent, des clusters de résistance aux licenciements se forment. Comme dans la région toulousaine autour de sites menacés de l'aéronautique. Ces liens sont la première étape pour que les travailleurs de tout le pays reprennent l'offensive contre les attaques brutales du patronat. Le combat chacun de son côté, usine par usine, est voué à l'échec. C'est en coordonnant les forces de tous qu'il sera possible de sauvegarder l'emploi de chacun.

Tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes

La direction a organisé une réunion afin de faire le point sur la façon dont le personnel a vécu la crise sanitaire. On a tout d'abord été surpris de voir qu'il n'y avait pas les cadres. Comme si le ressenti des agents n'étaient pas leur problème.

Pendant cette réunion, une collègue a dit qu'elle s'était retrouvée à travailler aux Cyprès avec trois personnes, elles aussi en renfort, mettant soignants et patients en insécurité. Une autre collègue a abordé le fait que, pour les foyers en extra, la cuisine avait eu plus de travail et que la livraison des repas a été très compliquée.

La direction a tenté de minimiser les problèmes, n'entendant pas ce qui est dit. Alors si elle nous redonne rendez-vous, il n'y a qu'à dire qu'on a piscine !

L'hôpital prend l'eau

À Marseille, deux salles du 16^e étage de l'hôpital pour enfants de la Timone ont été inondées en raison des fortes pluies du 22 septembre.

Nous constatons chaque jour l'absence d'une vraie politique pour lutter contre l'épidémie de Covid : pas d'embauches, des ouvertures de lits au compte-goutte et des augmentations de salaire loin d'être au niveau.

Mais Macron peut se féliciter, ça ruisselle enfin dans un hôpital !

L'école protège de la Covid ?

Face à la gravité de la crise sanitaire, le gouvernement a... allégé le protocole dans les établissements scolaires. Il faut maintenant trois élèves positifs à la Covid-19 pour fermer la classe. Le personnel enseignant n'est plus considéré comme cas contact, car il porte un masque. Et que dire du reste de l'établissement ? Les enfants n'entrent pas en contact avec d'autres pendant les repas ? Pas étonnant que écoles, collèges, lycées et universités représentent un tiers des clusters actuellement.

Aucun moyen n'a été débloquent pour cette rentrée. Blanquer et ses sbires se réfugient derrière les gestes barrières.

Derrière ce baratin, la logique est simple : les enfants à l'école et les parents au travail !

Un an après la catastrophe, la lutte continue

Un millier de personnes ont manifesté à Rouen ce 26 septembre pour exiger la justice et la vérité sur l'incendie à Lubrizol. Alors que les témoignages sur les impacts sanitaires et environnementaux se multiplient, l'État n'a toujours pas mis en place un

suivi de la santé des habitants, et les véritables responsables courent toujours.

Le gouvernement sait pourtant être réactif quand il s'agit d'arrêter 34 des manifestants rouennais, ou de proposer la nouvelle loi Asap qui assouplira un peu plus les obligations des industriels pour leurs sites dangereux...

Jackpot pour les labos privés !

Avec 1,2 million de tests par semaine, le cocorico de Véran pourrait nous réjouir... s'ils étaient accompagnés de délais courts et d'une note un peu moins salée pour la Sécurité sociale. Avec 73,59 € le test dans la poche des laboratoires, et ce sans créer d'embauches, la Covid rapporte gros, surtout aux grands laboratoires qui ont le monopole de l'agrément covid ! Ne pas prendre le risque de contaminer ses proches et ses collègues, ça a un prix. Et la fierté mal placée de Véran fait ricaner quand on sait que la France propose des tests parmi les plus chers d'Europe.

Qu'ils aillent se rhabiller !

Tenue « républicaine » exigée, a dit Blanquer, ministre de l'Éducation nationale. C'est quoi, ça ? Beaucoup ont rigolé : ça veut dire porter un bonnet phrygien ? Se balader les seins nus comme la Marianne du peintre Delacroix ? Ou y aller carrément sans culotte comme Gavroche ?

Curieusement, c'est surtout aux femmes, en particulier à celles qui le 14 septembre ont eu envie de s'habiller comme elles le voulaient, que ces hommes qui nous gouvernent font la morale. Fais pas ci, fais pas ça ! Ne porte pas le voile mais ne porte pas non plus la mini-jupe ! Pas de provocation ! C'est fou ce que ces messieurs ont comme sales idées. Un peu de tenue, quand même !

Circulez, y'a rien à voir

Une quarantaine de sociétés de journalistes dénoncent « un feu vert accordé par le ministre de l'Intérieur aux forces de l'ordre pour empêcher les journalistes de rendre compte pleinement des manifestations ». « Journalistes et observateurs pourront être interpellés en couvrant des manifs », précise *Libération* du 18 septembre. C'est ainsi que les journalistes dénoncent comment le nouveau schéma de maintien de l'ordre (son mode d'emploi) de la police nationale, sous la houlette du préfet de Paris Lallement, a trouvé comment faire disparaître les mutilations de manifestants. Il suffit de disperser la presse ou mieux, de l'encadrer, pour lui montrer ce que le pouvoir veut bien. S'il n'y a pas de témoins, il n'y a pas de violence !